

Outiller les représentants de la population avec les connaissances juridiques et administratives



La Fondation Hanns Seidel accompagne 30 élus locaux de Kinshasa dans l'exercice de leur premier mandat, dont 80% sont des femmes. Ce programme intensif de formation cible, entre autres, le cadre juridique et maîtrise budgétaire, transformant les conseillères en actrices clés d'une gouvernance communale responsable et participative.

ENJEUX

L'installation des nouvelles institutions communales en République Démocratique du Congo (RDC) marque un tournant historique pour la décentralisation. Cependant, cette transition fait face à des défis structurels majeurs qui menacent l'efficacité de l'action publique locale. Le premier défi réside dans le déficit de compétences techniques des élus en matière de cadre juridique ou institutionnel et de finances publiques. Sans une maîtrise réelle des cycles budgétaires, les conseillers peinent à orienter les ressources vers les besoins prioritaires de leurs administrés.

Deuxièmement, la culture de la redevabilité est encore à ses débuts, dans un contexte marqué par une méfiance croissante des citoyens envers les institutions, le manque de mécanismes de contrôle et de transparence financière fragilise la légitimité des nouvelles élus. Enfin, les femmes élues, bien que majoritaires dans ce programme, font face à des barrières de genre persistantes. S'imposer au sein d'un conseil municipal exige non seulement une expertise administrative, mais aussi une capacité de leadership et une intégrité à toute épreuve pour lutter contre la corruption endémique. Ces lacunes administratives et financières créent un vide qui empêche la commune de devenir un véritable moteur de développement.



Une ancienne bénéficiaire a pu ouvrir une petite pharmacie

APPROCHES DE SOLUTION

Pour répondre à ces défis complexes, la stratégie de la FHS repose sur un programme de renforcement des capacités holistique et modulaire, spécialement conçu pour les conseillères et conseillers communaux. L'approche méthodologique s'écarte des théories abstraites pour privilégier un apprentissage ancré dans les réalités du mandat local. Le programme est structuré autour de plusieurs cycles thématiques essentiels, couvrant le fonctionnement institutionnel des municipalités, l'élaboration des politiques locales, l'état de droit, ainsi

que la prévention de la criminalité à travers une gouvernance sécuritaire participative. Grâce à des méthodes d'apprentissage interactives, les experts transmettent un paquet technique complet qui prépare les élues à maîtriser tant les exigences de la gestion administrative que les défis de la sécurité de proximité. L'intégration de l'approche genre est au cœur des solutions, favorisant l'émergence d'un leadership féminin fort au sein des conseils. Ce mentorat à multiples niveaux combine théorie républicaine et ateliers pratiques sur le terrain. Le point d'orgue de chaque thématique se traduit par des initiatives concrètes de redevabilité et des visites d'immersion institutionnelle, permettant aux participants de lier directement les compétences acquises en atelier aux réalités des structures de contrôle et de gouvernance de la RDC.

Enfin, ce programme intègre un dispositif de suivi post-formation et crée des réseaux d'échange permanents entre les différentes communes, garantissant une capitalisation des acquis et un soutien continu de la société civile pour pérenniser l'action des élues.

IMPACT

L'impact de ce programme de formation se mesure déjà par des changements qualitatifs et quantitatifs majeurs au sein des communes cibles. Le premier résultat tangible est la professionnalisation accrue des élues locales, qui manifestent une maîtrise solide de leurs rôles, de leurs droits et de leurs obligations constitutionnelles. Cette appropriation technique se traduit sur le terrain par une amélioration nette de la qualité des délibérations au sein des conseils communaux et par une production accrue d'actes administratifs et de recommandations adaptés aux réalités locales. Sur le plan de la cohésion, les espaces de dialogue créés par le projet ont brisé les barrières institutionnelles, favorisant une dynamique de collaboration constructive et de responsabilité partagée entre les autorités politiques, les services techniques et les acteurs de la société civile. Les mécanismes de redevabilité et de participation citoyenne sont désormais activés à la base, renforçant la confiance entre la population et les institutions de proximité. Enfin, la culture de la transparence et de la prévention, qu'elle soit financière ou sécuritaire, est solidement ancrée, posant les jalons d'une stabilité durable et d'une démocratie locale résiliente en RDC. ■



Les participants mettent en pratique ce qu'ils ont appris après la formation en salle

„Cette visite guidée au sein de l'assemblée nationale est le levier qui nous manquait, en maîtrisant le fonctionnement administratif ainsi que les différentes élaborations de plénières de l'assemblée nationale. Cela nous a permis à connaître comment bien élaborer nos conseils municipaux et de mieux nous structurer.“

Marquise PAFUA/ Conseillère Communale de Gombe

NOS PARTENAIRES



Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement

Pour plus d'informations:

@ contact@fhs.cd

🌐 www.fhs.cd/de/



Vous trouverez plus de factsheets ici.

Mentions légales:

Fondation Hanns Seidel | Lazarettstr. 33, 80636 Munich
Tél. 089/1258-0 | E-Mail: info@hss.de | site web: www.hss.de

Président: Markus Ferber, MdEP

Secrétaire Général: Dr. Josef Widmann

Directrice de l'Institut de Coopération International: Dr. Susanne Luther (V.i.S.d.P.)

Chef de service relations publiques et presse: Hubertus Klingsbögl

Contact: iiz@hss.de | Date: 06/2026